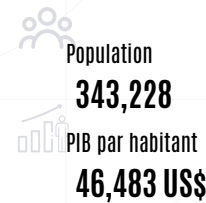
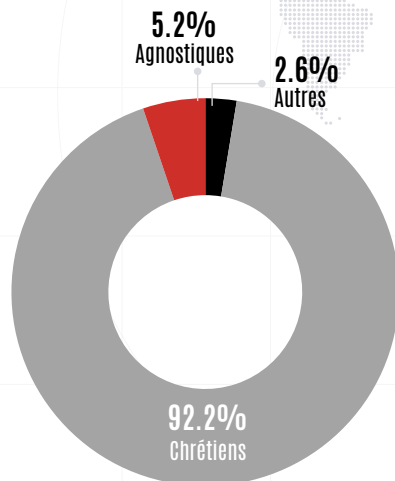




ISLANDE

RELIGION



LE CADRE JURIDIQUE DE LA LIBERTÉ RELIGIEUSE ET SON APPLICATION EFFECTIVE

La Constitution de la République d'Islande institue l'Église évangélique luthérienne (EEL) Église nationale, habilitée à être soutenue et protégée par l'État (article 62).¹ Le même article précise que « cela peut être amendé par la loi ». Actuellement, il y a une poussée pour séparer l'Église de l'État.²

Dans sa forme actuelle, la Constitution garantit aux gens le droit de former des associations religieuses et de pratiquer leur religion conformément à leurs croyances. Toutefois, « rien de ce qui porte préjudice aux bonnes mœurs ou à l'ordre public ne peut être prêché ou pratiqué » (article 63).

La Constitution prévoit également l'égalité de tous les individus devant la loi, indépendamment de leur religion (article 65), et dispose : « Nul ne peut perdre le moindre de ses droits civils ou nationaux en raison de sa religion, ni refuser d'exécuter une obligation civile d'applicabilité générale pour des motifs religieux » (article 64).

Les groupes religieux et laïques peuvent présenter une demande de reconnaissance et d'enregistrement auprès des autorités.³ Cela leur donne certains droits et obliga-

tions, et leur permet de bénéficier d'une part de l'impôt ecclésiastique obligatoire que les gens doivent payer lorsqu'ils font leur déclaration d'impôt sur le revenu.⁴

La quote-part d'impôt ecclésiastique de ceux qui ne sont adeptes d'aucun groupe enregistré va à l'Université d'Islande (article 64).

De décembre 2018 à juin 2020, c'est la Siðmennt (Association islandaise des humanistes éthiques) qui a connu la plus forte augmentation du nombre de membres, tandis que c'est l'EEL qui a connu la plus forte baisse.⁵ L'Église catholique, deuxième groupe religieux après l'EEL, a connu une augmentation de 5 % au cours de la même période.⁶

La loi islandaise sur l'école obligatoire indique que « le rôle des écoles obligatoires est de coopérer avec les foyers » pour le développement de tous les élèves, leur travail étant guidé par « l'héritage chrétien de la culture islandaise et marqué par l'égalité [. . .], la responsabilité, la considération, le pardon et le respect de la valeur de l'homme » (article 2).⁷ L'enseignement du Christianisme, de l'éthique et de la théologie est obligatoire dans les écoles publiques et privées. Les parents peuvent demander une exemption pour leurs enfants en soumettant une demande écrite.⁸

En vertu de l'article 233 (a) du Code pénal général, il est possible d'être condamné à une amende et d'être reconnu coupable pour avoir publiquement ridiculisé, diffamé, dénigré ou menacé par des commentaires ou tout autre moyen d'expression (comme des images ou des symboles) une personne ou un groupe pour sa religion, sa nationalité, sa race, sa couleur de peau, son orientation sexuelle ou son identité de genre.⁹

INCIDENTS ET DÉVELOPPEMENTS

En septembre 2019, le gouvernement islandais et les responsables de l'EEL ont signé un accord visant à accroître l'indépendance financière de l'Église, dans une démarche visant à ce que l'Église devienne une communauté religieuse responsable de ses propres opérations et finances, plutôt qu'une institution publique. Bien qu'elle reste l'Église nationale, comme prévu dans la Constitution, l'accord simplifie le système de financement de l'EEL par l'État, et à partir de Janvier 2020, les membres du clergé de l'EEL ne seront plus considérés comme des fonctionnaires.¹⁰

À la suite d'une plainte de plusieurs organisations religieuses et laïques, le gouvernement a annulé une décision prise en octobre 2018 de bloquer, pour des raisons de protection des données, l'accès aux listes officielles d'adhésion à un groupe. À compter du 1er décembre 2019, toutes les organisations religieuses et

laïques ont pleinement accès à leurs listes d'adhérents¹¹

Une proposition d'interdiction de la circoncision masculine en 2018, à laquelle se sont opposées les communautés juive et musulmane, a été retirée après un intense lobbying du monde entier.¹²

La base de données des crimes de haine de 2018 de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe a fait état d'une attaque de lieu de culte, crime motivé par des préjugés antichrétiens.¹³

L'Office des États-Unis pour la Liberté Religieuse Internationale a signalé cinq cas « d'incidents à motivation religieuse » en 2019, tels que des insultes et des menaces contre des musulmans.¹⁴

Le même rapport indiquait qu'un membre de la communauté juive avait été victime de commentaires antisémites sur les réseaux sociaux en septembre 2019.¹⁵

L'interdiction des rassemblements publics de plus d'une centaine de personnes en raison de la pandémie de coronavirus en 2020 a entraîné la suspension des offices religieux, y compris les confirmations, les funérailles et les mariages.¹⁶

PERSPECTIVES POUR LA LIBERTÉ RELIGIEUSE

Au cours de la période faisant l'objet du présent rapport, aucun incident ou évolution négative n'a été signalé en ce qui concerne la liberté religieuse en Islande, et à cet égard les perspectives sont stables.

NOTES DE FIN DE TEXTE / SOURCES

1 Constitution of the Republic of Iceland, Government of Iceland, <https://www.government.is/Publications/Legislation/Lex/?newsid=89fc6038-fd28-11e7-9423-005056bc4d74>

2 Ragnar Tómas, "Separation of Church and State Inevitable," Iceland Review, 4 novembre 2019, <https://www.icelandreview.com/news/separation-of-church-and-state-inevitable/>

3 Ministry of Justice, "Religion and non-religious convictions", Government of Iceland, <https://www.government.is/topics/religion-and-non-religious-convictions/>

4 Ibid.

5 "Skráningar í trú- og lífsskoduunarfélög í júní 2020", Registers Iceland, 8 juin 2020, <https://skra.is/um-okkur/frettir/frett/2020/06/08/Skraningar-i-tru-og-lifsskoduunarfelog-i-juni-2020/>

6 Ibid.

7 Compulsory School Act (2008 No 91 12 June), Icelandic Legislation, 1er janvier 2014 — Edition No 143a, <https://www.government.is/media/menntamalaraduneyti-media/media/law-and-regulations/Compulsory-School-Act-No.-91-2008.pdf>

8 Office of International Religious Freedom, "Iceland," 2019 Report on International Religious Freedom, U.S. Department of State, <https://www.state.gov/reports/2019-report-on-international-religious-freedom/iceland/>

9 General Penal Code of Iceland (1940, amended 2015) (English version), Legislation On Line, <https://www.legislationline.org/documents/section/criminal-codes/country/24/Iceland/show>

10 "Viðbótarsamningur íslenska ríkisins og þjóðkirkjunnar undirritaðir," Government of Iceland, 6 septembre 2019, <https://www.stjornarradid.is/efst-a-baugi/frettir/stok-fretti/2019/09/06/Vidbotarsamningur-islenska-rikisins-og-thjodkirkjunnar-undirritadir/Birna-Stefansdottir,-Pjodkirkjunnar-tryggdir-rumir-brif-milljarðar-a-ari>

11 "Afhending á netföngum og skráningarbeiðnum til trúfélaga", Registers Iceland, 19 novembre 2019, <https://www.skra.is/um-okkur/frettir/frett/2019/11/19/Afhending-a-netfongum-og-skraningarbeidnum-til-trufelaga/>

12 Michael Cook, "Iceland dumps proposed ban on male circumcision", BioEdge, 13 mai 2018, <https://www.bioedge.org/bioethics/iceland-dumps-proposed-ban-on-male-circumcision/12690>

13 Office for Democratic Institutions and Human Rights, "2018 Hate Crime Reporting – Iceland," Organization for Security and Co-operation in Europe, <https://hatecrime.osce.org/iceland?year=2018>

14 Office of International Religious Freedom, op. cit.

15 Ibid.

16 Vala Hafstað, "Ban on public gatherings in effect in Iceland," Iceland Monitor, 16 mars 2020, https://icelandmonitor.mbl.is/news/politics_and_society/2020/03/16/ban_on_public_gatherings_in_effect_in_iceland/